

"Je ferai tout pour que la dynamique de rassemblement s'accroisse."

16 min · Horizon

Bonsoir.

Merci de nous accorder ce temps sur BFMTV en clôture de vos deux jours de déplacement à Mayotte, une première pour vous en cette rentrée. Vous avez fait des propositions fortes sur l'immigration. Vous promettez de fermer totalement, c'est votre terme, totalement les vannes de l'immigration à Mayotte. On croirait tout simplement entendre Marine Le Pen.

Je ne crois pas. Elle dit la même chose que vous. Ce qui est vrai, c'est que la situation migratoire à Mayotte a été caractérisée par une crise qui est unique en France, d'une crise d'une acuité, d'une intensité absolument considérable, une crise exceptionnelle. Face à une crise exceptionnelle, il me paraît non seulement légitime, mais nécessaire de prendre des mesures exceptionnelles. Moi, je ne propose pas de supprimer le droit d'asile en France, mais je considère que, lors du prochain quinquennat, il faudra suspendre la possibilité de formuler une demande de droit d'asile sur le territoire maorais à Mayotte. Je ne suis pas contre l'idée qu'il puisse y avoir des demandes de titres de séjour délivrés pour accueillir des étudiants en France, pour accueillir des gens dont nous avons besoin dans notre activité professionnelle. Mais je considère qu'il faut à Mayotte arrêter toute forme d'immigration, légal et illégal, arrêter la délivrance de titres de séjour au titre du regroupement familial et muscler notre jeu, à la fois par une présence à la mer avec des moyens maritimes, gendarmerie, garde-côte, marine nationale beaucoup plus fort. Et je proposerais, dans le cadre du réexamen et de l'actualisation de la loi de programmation militaire, de muscler notre présence à la mer, parce que je le crois indispensable, et puis aussi de muscler notre discussion avec les commors. Les commors sont un État souverain que nous respectons, avec lesquels nous entretenons des relations, mais les commors contestent la souveraineté de la France sur Mayotte et Mayotte, c'est la France. Et nous devons donc entrer dans une discussion qui sera polie, ferme, pour faire respecter les intérêts de nos concitoyens.

Mais suspension du droit du sol, du droit d'asile, même du regroupement familial, c'est aussi ce que propose Marine Le Pen pour Mayotte. Vous assumez de dire une pareille chose sur Mayotte ?

J'assume de dire ce que je pense et ce que je crois nécessaire sur un territoire marqué par une crise migratoire, dont, je le crains, toutes celles et ceux qui la commentent depuis Paris ne prennent pas complètement la mesure. Et de ce point de vue -là, venir sur ce territoire, se rendre compte du caractère continu, régulier, de l'impact sur le fonctionnement des services publics d'une immigration nommée crise. Lorsque les écoles sont contraintes de mettre en place un système de rotation qui fait que vous avez des élèves, des professeurs, un chef d'établissement qui travaille le matin dans l'école et puis la même école sert l'après-midi à d'autres élèves parce qu'on ne peut pas organiser les cours sur la journée. Parce que tout simplement, l'ensemble des services publics est saturé par l'augmentation continue d'une immigration irrégulière, vous êtes obligé de prendre des mesures. Et peut-être que Mme Le Pen pense la même chose, peut-être que d'autres pensent la même chose. Je crois qu'ici, à Mayotte, la situation exceptionnelle appelle une réponse exceptionnelle et exceptionnellement ferme.

Vous avez dit qu'il faut venir à Mayotte. Vous avez appelé Jean -Luc Mélenchon à venir ici ? Je n'ai

pas forcément envie qu'il me rejoigne, vous voyez. Je n'ai pas forcément envie de faire mes déplacements avec Jean -Luc Mélenchon. Mais comme je crois qu'il a réagi à mes propos en disant que je ne comprenais pas la situation localement, je l'invite à venir ici.

Il s'est rendu ici dès 2005, avant vous, c'est ce qu'il dit. Très bien. Je ne suis pas

sûr que la crise migratoire en 2005 avait l'amplitude, l'acuité qu'elle a aujourd'hui. Et par ailleurs, M. Mélenchon n'est pas d'accord avec moi. Je vais rappeler ses propos. Ça ne me pose aucun problème. Je ne suis rarement d'accord avec lui. Je ne crois pas comme M. Mélenchon qu'on puisse brûler les dettes de la France et n'en faire qu'à sa tête, s'agissant du sérieux budgétaire. Je ne crois pas comme M. Mélenchon qu'il faille tout conflictualiser, qu'il faille créer des crispations dans la société. Je dis simplement qu'à Mayotte, une situation exceptionnelle appelle une réponse exceptionnelle.

Lui, juste aux propos, je le cite aberrant, pathétique, provocateur et vous accuse même de démagogie.

Mais M. Mélenchon accuse quelqu'un de démagogie. Waouh ! Bon, vous voyez, je veux dire, il n'est pas d'accord avec moi. Je ne suis pas d'accord avec lui. Moi, je vais continuer à faire la campagne telle que je le fais, c'est -à -dire en disant ce que je pense. Peut -être que M. Mélenchon ne sera pas d'accord avec moi. Peut -être qu'à la fin, il ne votera pas pour moi au premier tour. Peut -être. L'inverse est vrai. Je ne voterai pas pour lui au premier tour et je ne suis pas d'accord avec lui. Mais c'est la démocratie. Le débat public avec des gens qui proposent des choses et qui acceptent d'être en désaccord, c'est la démocratie. Qu'il propose ce qu'il croit bon pour la France, il le fera. Je ferai de moi, je ferai de même et les Français choisiront.

Il dit que vous manquez d'humanité, que vous allez renvoyer ces demandeurs d'asile à la mer.

Bien sûr. Et lui peut, à des occasions récurrentes, et avec toute l'onction de ceux qui pensent être dans le camp du bien, manier des concepts qui sont souvent marqués par un antisémitisme très fort. Franchement, le débat public mérite un débat proposition contre proposition. Il fait les siennes, je fais les miennes. Et j'aimerais entendre ces propositions sur Mayotte. Pas les grands principes, les propositions sur Mayotte. Parce que dans les grands principes qu'il faut prendre en compte, il y a aussi le principe de réalité. Et la réalité à Mayotte, elle est percutée par une immigration massive, incontrôlée, qui pose des problèmes considérables à nos concitoyens français et qu'il faut régler. Qu'ils nous disent ce qu'ils veulent faire concrètement à Mayotte pour régler le problème de l'immigration.

Dans les prochains jours, il y a quelqu'un qui va vraiment venir à Mayotte, c'est le Premier ministre Sébastien Lecornu. C'est une mauvaise manière qu'il vous fait de venir juste après vous ? Non,

pas du tout. Pardon, mais je ne crois pas. D'abord, je connais Sébastien Lecornu, il a le sens de l'Etat et il ne s'amuserait pas à ce genre de choses. Et je ne crois pas du tout à la polémique que j'ai vu prospérer sur le thème « Ah, s'il vient après Edouard Philippe, c'est pour gêner Edouard Philippe. » Je pense qu'il vient à Mayotte parce que Mayotte exige des mesures de l'Etat qui sont importantes, parce que des engagements forts ont été pris par l'Etat. Je crois qu'il vient voir de lui-même si ces engagements ont été tenus. Et franchement, lui faire ce procès me paraît absurde. Donc je ne crois pas du tout.

Vous allez appeler pour lui dire ce que vous avez vu

? Bien sûr, mais vous savez, quand je fais des déplacements, que ce soit en France, dans un département d'outre-mer comme Mayotte et parfois à l'étranger, j'appelle par courtoisie, par sens républicain, le ministre compétent, en l'occurrence le Premier ministre, pour lui dire ce que je retiens, pour lui dire les messages que j'ai entendu, pour lui dire le cas échéant, les gestes qui me paraissent devoir être faits à court terme parce qu'ils correspondent à une nécessité. Je le ferai avec Sébastien comme j'ai déjà fait et je pense que je ne suis pas le seul responsable politique à savoir qu'on doit, dans l'intérêt général et dans le bien commun, savoir faire passer un certain nombre de messages à ceux qui nous gouvernent.

Donc là, vous allez le faire avant sa venue mercredi ? Bien sûr. Vous croyez pas du tout, vous n' imaginez pas un seul instant que Sébastien Lecornu, à la fin, puisse être candidat à la présidentielle ?

Mais c'est pas moi. Comment voulez-vous que je réponde à cette question ? Je connais Sébastien Lecornu, je le connais depuis très longtemps, j'ai travaillé beaucoup avec lui, on s'entend très bien et ça fait très longtemps qu'on s'entend très bien. Moi, si vous me posez la question, je ne crois pas qu'il ait envie d'être candidat à l'élection président de la République. Je ne le crois pas.

Vous dites « je ne le crois pas », mais vous n'êtes pas sûr

? Je ne le crois pas. Le connaissant tel que je le connais, sachant la situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui d'être premier ministre, je ne crois pas qu'il s'y intéresse ou qu'il le prépare. Mais peut-être s'y intéresse-t-il et le prépare-t-il. Dans ce cas-là, c'est à lui de le dire. Mais je ne le crois pas. Si vous me posez la question, je ne le crois pas et je ne le crois pas du tout, pour tout vous dire.

En coulisse, Emmanuel Macron pousse cette hypothèse parce qu'il s'entend mieux avec lui qu'avec ses prédécesseurs comme vous, pardon, et Gabriel Attal.

C'est sans doute des questions qui intéressent certains et qui agitent. Je ne suis pas venu à Mayotte, à quelques milliers de kilomètres du Havre, pour parler des États d'âme, des projets, des calculs de certains. Et certainement pas pour conjecturer sur l'état d'esprit du président de la République, qui à mon avis a beaucoup d'autres choses à faire que cela. Il

a tort Emmanuel Macron de pousser cette

session de cornu ? D'abord, c'est vous qui le dites, je ne le crois pas. Et ensuite, ce n'est pas mon sujet et c'est assez indifférent la situation de Mayotte. Et ici, ce qui se passe encore une fois, est essentiel. Mayotte, c'est la France. Mayotte, c'est un département d'outre-mer qui, à chaque fois qu'on lui a posé la question, a manifesté avec une majorité incroyablement élevée le fait qu'il voulait être la France. Et ce département, dont l'attachement à la République est considérable, se retrouve confronté à des difficultés inouïes. Et bien, je pense que notre responsabilité, c'est d'essayer de comprendre, d'entendre et d'apporter les bonnes solutions. Et c'est ça qui m'intéresse ici.

Mais vous êtes en campagne et donc forcément, les questions liées à la campagne se posent aussi. Si Sébastien Lecornu n'est pas candidat à la présidentielle, c'est un de vos amis très proche, vous l'avez rappelé. Est-ce que vous l'appellez à vous rejoindre ?

Je vais vous répondre autrement, puisque je ne veux pas redire quelque chose que j'ai déjà dit. Je considère que toutes celles et ceux qui se classent traditionnellement dans le camp de la droite, quelles que soient la droite conservatrice, libérale, gaulliste, la droite et le centre, ont vocation à

travailler ensemble, à se rassembler s'ils veulent prévaloir, s'ils veulent convaincre les Français à la fois qu'ils ont un cap clair pour le pays, une stratégie cohérente pour le pays et la capacité de la mettre en œuvre. Aucun d'entre nous ne réussira s'il pense que la réussite tient à la guerre, au combat contre les autres ou à un calcul solitaire. Nous devons nous parler et nous devons rassembler. Moi, je propose ce rassemblement. Je ne considère pas avoir d'adversaires politiques dans l'espace central, mais j'ai des concurrents qui donnent leurs idées, qui proposent leurs programmes, qui font état de leur personnalité et c'est bien naturel et c'est bien légitime. J'espère et en tout cas je ferai tout pour qu'au fur et à mesure de la campagne qui avance, la dynamique de rassemblement dont je constate qu'elle a commencé avec un certain nombre de gens qui... sont venus vers moi alors même qu'il n'était pas avec moi spontanément, et bien j'espère que cette dynamique va s'accroître. Et j'espère surtout qu'avec l'ensemble des responsables politiques, nous allons pouvoir réfléchir et mettre en œuvre la stratégie qui nous permettra après l'élection présidentielle de pouvoir gouverner et de pouvoir mettre en œuvre des mesures qui seront des mesures extrêmement importantes à un moment où le pays a besoin de pouvoir repartir en avant. Mais

vous appelez au rassemblement, vous rappelez votre dynamique avec vos soutiens, vous appelez un appel sans le nommer à Gabriel Attal, Gabriel Attal appelle à ce rassemblement en février. Est-ce que vous ne jugez pas que c'est trop tard février ? Est-ce que vous ne demandez pas d'accélérer ce calendrier ?

Écoutez, je vous répondrai ce que ma grand-mère répondait à chaque fois qu'on lui posait une question de cette nature parce que sa philosophie a imbibé mon action. Avant l'heure, c'est pas l'heure. Après l'heure, c'est plus l'heure.

Et c'est quand après l'heure

? Je ne sais pas quand elle sera, mais je sais qu'une fois que l'heure sera passée, ce sera trop tard. Et que si vous posez cette question trop tôt, eh bien les choses ne sont pas mûres. Les Français rentrent dans l'élection présidentielle, nous rentrons dans l'élection présidentielle. J'ai fait une proposition qui a été très fortement contestée par Mme Le Pen, très fortement contestée par M. Mélenchon, ce qui me laisse à penser que je dois être dans le vrai. Et ces propositions, les miennes, les autres, elles vont venir enrichir le débat public. Les Français vont voir les personnalités, ils vont voir la façon de parler, le style, ce qu'on veut faire, avec qui on se propose de le faire. Et progressivement, ils vont trancher. Et c'est à ça que c'est une campagne. Vous ne pouvez pas demander aux Français ou aux candidats de décider avant la campagne quelle va être l'issue de la campagne.

Donc vous pensez que c'est les sondages qui à la fin vont donner le candidat du Bloc Central ?

Les propos, la tenue de la campagne. Une campagne, ce n'est pas une succession de sondages. C'est une dynamique de campagne. Ça se passera quelque part entre novembre et février. Si c'est après, ce sera trop tard. Déjà février, c'est tard. Si c'est avant, ça me paraît impossible. Mais il n'y a pas de règles dehors. En tout cas, il n'y a pas de certitudes sur le moment où ça se passera. Mais ça se passera. Ça se passera. Vous en êtes convaincu. Parce que je crois que tous les responsables politiques à l'intérieur de cet espace sont responsables. Et en tout cas, je ne fais le reproche à personne avant le début de cette campagne. Je pense que chacun est responsable et moi, je m'attacherai à l'être.

On a évoqué Gérald de Darmanin qui vous a rejoint il y a très peu de temps. Gérald de Darmanin, il pense que Xavier Bertrand ferait un très bon premier ministre si vous étiez vous élu président de la

République. Est -ce que vous partagez son avis

? Je ne me pose pas cette question à ce stade. Je ne crois pas utile de l'évoquer. Je pense que tout ça, tout ça est infiniment prématuré. J'ai beaucoup de respect pour Xavier Bertrand que je connais depuis très longtemps, qui est un président de région, qui a été ministre, qui a une expérience. J'ai parfaitement vocation à travailler avec lui et j'espère que nous serons capables, tous ensemble, de construire un rassemblement. Mais franchement, on est en août. Je suis à Mayotte. La crise ici... Alors les gars qui font des plans sur la comète... C'est Gérard de Darmanin, ce n'est pas moi. Non, non, mais j'entends et je vois bien qu'il dit que nous avons intérêt à nous rassembler et que nous pouvons le faire. Il a raison. Je partage son avis. Mais enfin, les questions sur les binômes, les trinômes, les machins...

Mais est -ce que par contre vous pourriez...

Vous ne croyez pas que c'est un peu ridicule.

Mais est -ce que par contre vous pourriez révéler le nom de votre premier ministre avant le premier tour ? C'est quelque chose à lequel vous pensez ?

Mais je le ferai quand je sentirai que c'est nécessaire, quand je sentirai que c'est prêt. Et en fait, je vais vous dire, personne ne me forcera à le faire.

J'ai une dernière question qui n'a rien à voir avec Mayotte. On va un peu s'éloigner, mais vous êtes un ancien premier ministre. Vous avez été aussi confronté au budget, comme Sébastien Lecornu va l'être là dans quelques semaines. 49 .3, ordonnance, deal avec les socialistes. Quel conseil, l'ancien prémisses que vous êtes, fait à l'actuelle prémisses qui est confrontée à ce budget ?

Écoutez, le premier ministre a une tâche qui ne ressemble pas à celle qui était la mienne, puisqu'il se trouve devoir préparer un budget dans une année électorale, alors qu'il n'a aucune majorité. C'est une tâche redoutablement difficile. On l'oublie sans doute, mais c'est une tâche redoutablement difficile. Donc, je sais qu'il va prendre évidemment des initiatives, qu'il va essayer de préparer ce budget, qu'il a essayé de préparer ce budget dans les meilleures conditions. Mais je ne dirais rien qui soit susceptible de gêner cet exercice redoutablement complexe qui est le sien. La seule chose que je sais, c'est que les finances de la France ne sont pas bonnes et que si vous les comparez à l'ensemble des finances des pays de l'Union européenne, eh bien, nous sommes ceux qui ont le plus de mal à revenir dans les clous. Et ça m'inquiète, parce que contrairement à Jean -Luc Mélenchon, je ne crois pas que la dette ne soit pas un sujet. La dette est un sujet. L'endettement de la France est un sujet. La maîtrise de nos finances publiques est un sujet. C'est même une priorité. Je pense que imaginez qu'il est possible de se désintéresser de tout cela, qu'au fond, il n'y a qu'à subventionner tout, qu'on peut s'en sortir en ne faisant pas attention au déficit. C'est condamner la France à un déclassement, à un déclin. C'est condamner les Français soit à des chocs terribles dans les années qui viennent, soit à un lent étouffement de leur capacité d'action. C'est le contraire de ce que devrait être la politique. Quand j'étais Premier ministre, on a fait passer un déficit budgétaire qui était à 3 ,2. Au moins, quand nous sommes arrivés, nous l'avons fait descendre à 2 ,1. Et ça n'a pas été facile et ça a suscité beaucoup de critiques. Mais au moins, dans ces trois années -là, le déficit a baissé, la dette a été stabilisée, les investissements ont augmenté, le chômage a baissé. Je crois que ce moment -là était un moment qui allait dans la bonne direction. Ça ne veut pas dire que c'est facile aujourd'hui, mais c'est un moment dans la bonne direction.

Ce soir, vous appelez le Premier ministre à frapper fort et

dur et

à ne pas enjamber l'élection présidentielle ?

Il est parfaitement conscient de la responsabilité qui est la sienne et de la difficulté de sa tâche. Je ne dirais rien qui puisse le gêner, parce que l'intérêt de la France, c'est que nous puissions sortir de la discussion budgétaire avec le meilleur budget possible. Et certainement pas avec les postures les plus hystériques venant à s'affronter et plaçant la France pour 2027 dans une situation encore plus périlleuse.

Merci beaucoup, Édouard

Cliv.